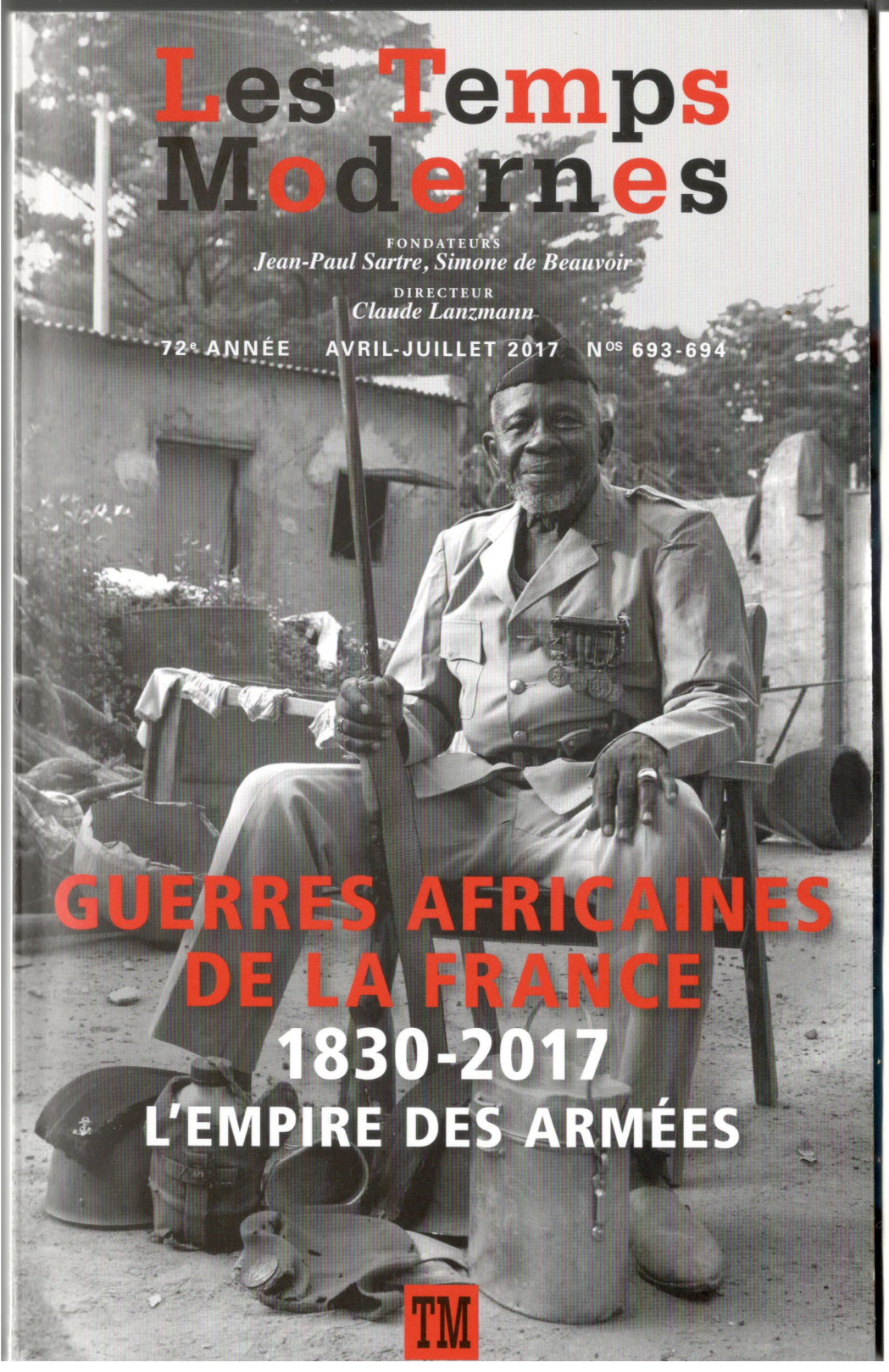


Mahir Şaul

« LA JARRE RÉVOLUTIONNAIRE BOUILLAIT »

1915-1916 : GUERRE ANTICOLONIALE DANS L'OUEST-VOLTA

En novembre 2015 fut commémoré le centième Anniversaire du début de la grande guerre transethnique contre l'autorité coloniale d'une région qui couvrait l'ouest du Burkina Faso et l'est du Mali. Cette région faisait partie du Haut-Sénégal et du Niger, vaste colonie, alors récemment constituée de l'Afrique-Occidentale française. Le mois de février 2017 marqua le centenaire de l'écrasement de cette révolte. Au plus fort des combats, les habitants d'un millier de villages, situés dans une zone s'étirant de la vallée du Nazinon à l'est (Volta Rouge) aux rives du fleuve Bani à l'ouest, prirent les armes pour former ce qui devint la résistance anticoloniale la plus importante de toute l'Afrique subsaharienne jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Un territoire ininterrompu de près de 80 000 km^2 (supérieur aux Pays-Bas ou à la Suisse) s'embrasa en un conflit qui vit s'affronter tant l'armée coloniale et les forces anticoloniales, que ces dernières et les locaux perçus comme alliés des colons ; ces combats furent moins documentés mais parfois tout aussi meurtriers. Depuis 2014, la Première Guerre mondiale a été rappelée sous diverses formes allant du panégyrique à la critique ou à l'analyse. Je n'ai cependant, dans ces commémorations, constaté aucune référence aux violents événements qui se sont produits dans les territoires africains à cette époque, et sans lesquels le récit historique est incomplet.

Jusqu'il y a peu, l'historiographie de l'Afrique de l'Ouest ne mentionnait que brièvement la guerre coloniale du Volta-Bani (1915-1916). Quelques publications universitaires de premier plan ont certes livré une lecture descriptive du mouvement, mais elles

n'ont réservé qu'une part modeste aux sources locales et ne se sont guère attardées sur la genèse du conflit[1].

La description et l'analyse que je propose ici intègrent les aspects culturels et militaires essentiels à la compréhension du mouvement, dont l'origine sociale se trouve dans l'histoire précoloniale et deux décennies de transformations nées du joug colonial.

LE DÉBUT DU MOUVEMENT ANTICOLONIAL

Le premier signe de résistance fut donné le 17 novembre 1915 dans le canton de Datomo du cercle de Dédougou[2]. La campagne de recrutement militaire forcé, lancée par la France dans ses colonies ouest-africaines, pour la seconde fois depuis le commencement de la Première Guerre mondiale, précipita les

1. Le premier ouvrage consacré à la guerre, accessible au grand public, fut le récit romancé de Nazi Boni, de 1962, lequel, outre son intérêt littéraire, eut le mérite de transcrire la mémoire orale des populations autochtones (le titre du présent article est une citation tirée de ce livre, *Crépuscule des temps anciens*, Paris, Présence Africaine, p. 222). Jean Capron a également fourni une synthèse académique de la résistance dans *Communautés villageoises bwa. Mali, Haute-Volta*, Paris, Institut d'ethnologie, 1973. Ces deux pionniers n'ont cependant réalisé qu'une analyse partielle de cet important conflit, donnant au passage une connotation ethnique locale à la guerre. Jean Suret-Canale, dès 1964, a replacé cette guerre dans le contexte des mouvements anticoloniaux de la Première Guerre mondiale mais très succinctement (*Afrique noire. L'ère coloniale, 1900-1945*, Paris, Editions sociales, 1977, pp. 182-186). En 1982, Marc Michel a étoffé le débat en intégrant à ses sources diverses archives militaires (*L'Appel à l'Afrique. Contributions et réactions à l'effort de guerre en AOF, 1914-1949*, Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 102-116). Le présent article s'inspire d'un texte que Patrick Royer et moi-même avons rédigé, en 2001, sur la base d'une étude des archives, des recherches anthropologiques de terrain et d'une analyse des nouvelles sources publiées. Voir aussi Mahir Şaul et Patrick Royer, *West African Challenge to Empire : Culture and History in the Volta-Bani Anticolonial War*, Athens (OH) et Oxford, Ohio University Press and James Currey, 2001. Pour les recrutements militaires en Afrique-Occidentale française, voir Myron Echenberg, *Colonial Conscripts. The* Tirailleurs sénégalais *in French West Africa, 1857-1960*, Portsmouth (NH), Heinemann, 1991.

2. L'actuelle province de Mouhoun au Burkina Faso.

événements. Dans le petit village de Bona, un groupe d'habitants déterminés engagèrent la confrontation avec les gardes du cercle, ouvrant la voie à la formation d'une large coalition régionale incorporant différents groupes sociaux pour faire la guerre au gouvernement colonial.

L'instigateur et meneur du mouvement, Yisu Kote, était originaire de ce village. Fort des arguments et de l'émoi suscité par lui et ses partisans, les habitants refusèrent de livrer les quatre hommes réclamés par la commission de recrutement (dont un aurait été finalement enrôlé). Lorsque le chef du canton vint en personne au village pour les emmener de force, une violente altercation éclata, le contraignant à s'en retourner seul. Les sifflets de bois à trois trous — accessoires de la classe d'âge des hommes en âge de combattre utilisés par ceux-ci pour communiquer des messages oraux à l'instar des tams-tams dans d'autres contrées — retentirent dans toute la région : la mobilisation générale contre le gouvernement était proclamée.

Informé de ces développements le soir même, l'administrateur du cercle, Maguet, dépêcha sur le champ à Bona un petit groupe de cavaliers armés, lesquels durent à leur tour battre en retraite suite à l'attaque des villageois qui les reçurent avec arcs, flèches et fusils.

La nouvelle de la confrontation se répandit comme une traînée de poudre dans tout le secteur et au-delà des frontières mêmes du cercle, enflammant les esprits. Les conscrits qui avaient été recrutés dans d'autres villages du canton de Datomo profitèrent de la confusion qui régnait pour s'enfuir, tout comme les détenus de la prison du chef-lieu Dédougou. Dès le lendemain, l'administrateur du cercle, appuyé des cinq militaires et civils français qui s'y trouvaient, de tous les soldats qu'il avait pu rassembler et des auxiliaires africains mis à disposition par les chefs des villages alliés, se mit en route pour Bona, où des centaines de combattants avaient, entre-temps, accouru des hameaux voisins en soutien. La colonne attaqua par deux fois, à deux jours d'intervalle, sans parvenir à mater les insurgés. Ayant épuisé leurs cartouches, les soldats du cercle durent se replier sur Dédougou, dans une marche nocturne aux allures de débâcle, tirant tout le long du chemin sur des adversaires qui ne cessaient d'affluer. Ils furent forcés de laisser derrière eux une partie de leur matériel alors que la plupart des porteurs et des auxiliaires les avaient abandonnés. L'opération se solda par de lourdes pertes dans les rangs des opposants — plus de quatre cents

morts selon les estimations françaises —, mais également au sein de l'armée coloniale, tous les Français ayant été blessés, à l'exception de l'administrateur. Retranché au chef-lieu avec ses troupes, celui-ci informa le lieutenant-gouverneur à Bamako de la défaite et attendit sur place les renforts envoyés de la capitale, tandis que l'effervescence anticoloniale embrasait la campagne alentour. Les meneurs des insurgés du cercle de Datomo, de leur côté, mirent en place une redoutable campagne de propagande et d'intimidation en vue de renforcer l'effort de guerre contre le pouvoir colonial. Bandes et individus isolés entreprirent une série de représailles qui visaient à éliminer les représentants de l'ordre français ou ceux qui avaient fourni boissons et victuailles aux soldats en déroute. Ainsi commença une lutte armée de quinze mois, connue dans la région sous le nom de « Bona-kele » : la guerre de Bona.

FORMATION D'UNE COALITION GUERRIÈRE

La nuit qui suivit l'envoi des premiers gardes par l'administrateur du cercle à Bona, une réunion décisive eut lieu à la sortie du village, dans un bosquet sacré situé le long d'un ruisseau. Ce site abritait l'autel du culte de la fertilité/de la végétation (appelé *Suru* dans la langue marka), qui assurait la protection des diverses communautés villageoises implantées sur son territoire. Les représentants des onze villages concernés, membres d'une ligue historique, se retrouvèrent à l'aurore pour offrir à l'oracle un sacrifice et faire le serment de poursuivre ensemble, jusqu'à la victoire, le combat contre le gouvernement colonial. Cette cérémonie institua la structure de commandement du mouvement anticolonial qui perdurera jusqu'au mois de juin 1916, guidant l'action politique et militaire de centaines de villages marka, lyélé, nuna, winye et bwa. Au-delà de cette zone au cœur du mouvement anticolonial, le leadership et l'autel du culte de Bona constituèrent un centre de justification morale et de légitimité pour une plus vaste région participant à la guerre. Ce centre fournit conseils et assistance pour la conduite de la guerre aux insurgés plus éloignés, en leur envoyant des experts stratèges comme consultants et en prodiguant des objets portant significations symboliques et rituelles, échanges qui établirent un lien de reconnaissance et de subordination morale à leur autorité. Au cours de l'année 1916, le conflit s'étendit aux six

cercles de Dédougou, Ouagadougou (pour une grande partie), Bobo-Dioulasso, San, Koutiala et Bandiagara (secteurs frontaliers) ; il s'exporta même au-delà des frontières sud de la colonie, occasionnant des troubles en Côte-de-l'Or britannique. Dans les zones périphériques de Koudougou et du cercle de San, l'opposition armée se développa plus lentement, connaissant son paroxysme deux mois après les forts engagements militaires du foyer initial. Dans ces endroits, tout comme chez les locuteurs sambla de l'ouest du cercle de Bobo-Dioulasso, les Minyanka de Koutiala ou les locuteurs marka (Samo) du nord du cercle de Dédougou, les préparations et les combats furent menés par des groupes de dirigeants autonomes, qui virent le jour localement. Cependant, jusque dans ces contrées lointaines, le leadership du canton de Datomo réussit à asseoir son influence ; les liens qui se tissèrent ainsi permirent de mener la résistance armée avec une cohérence telle qu'elle nous autorise aujourd'hui à considérer les divers mouvements d'opposition de cette région comme un seul et même phénomène.

La cérémonie conduite à la mi-novembre 1915 sur le site de l'autel *Suru* de Bona s'inscrivit dans une longue série de rencontres que tinrent à cette époque les partisans de la lutte armée. Au fil de débats où doutes et désaccords étaient discutés, le mouvement anticolonial se structura progressivement. Certaines de ces entrevues se déroulèrent bien avant l'annonce de la première campagne de conscription militaire. Selon les rares témoignages de villageois ayant pris part à ces discussions, les toutes premières rencontres eurent lieu au mois de septembre. Les organisateurs réussirent à préserver leur caractère secret, tenant à l'écart les membres de la communauté qui officiaient en tant que représentants locaux du gouvernement, au titre de chef de village ou chef de canton de l'administration coloniale. Les réunions qui furent organisées à Bona suite à l'annonce de la campagne de conscription aboutirent au refus de livrer les candidats au comité de recrutement. Un groupe d'hommes issus des villages voisins de Bona, Tunu et Datomo, qui entretenaient des liens de parenté et d'amitié, se lancèrent dans une vaste entreprise de consultation, coordonnant leur action avec celle de leurs homologues des autres bourgades et avec les détenteurs des charges coutumières qui n'étaient pas liés à l'administration coloniale. Leurs efforts donnèrent lieu à la formation d'un front de partisans, prêts à s'engager dans la guerre bien que les avis parmi

la population fussent souvent partagés. Certains villageois étaient en effet méfiants ou effrayés, et les réunions toujours animées. L'organisation coutumière des villages héritée du XIX^e^ siècle avait donné une place prépondérante aux responsables des cultes, au premier rang desquels se trouvaient les « rois-divins » locaux (*masa*) et les chefs de la classe d'âge des hommes en âge de se battre (*perenkie*). Ces personnalités étaient, en outre, les gardiens des autels de culte collectifs comme le *Suru* ou des autels des villages. Aucun d'eux, cependant, ne pouvait forcer la décision collective ni formuler d'ordre contraignant. Les réunions n'étaient pas conçues comme un mécanisme permettant d'articuler une stratégie que l'on pouvait imposer aux représentants avisés des groupes ou des quartiers, si d'aventure ces derniers s'avéraient sceptiques ou réticents. Elles se présentaient simplement comme un espace de parole dont le but était de débattre et de favoriser l'adhésion librement consentie. Seule la contrainte physique était en mesure de dompter la contestation. En dépit des difficultés inhérentes à ce système politique fluide, les partisans de la guerre réussirent non seulement à rallier de nombreux dignitaires et à les convaincre de tenir conseil, mais à réduire également les sceptiques au silence. Une de ces réunions permit à Yisu Kote de rassembler assez de soutien pour lui permettre d'engager la confrontation avec le chef du canton venu chercher les conscrits *manu militari*.

Suite à l'échec de l'expédition punitive menée par l'administrateur Maguet contre le village en armes, les délégués des villages d'un secteur bien plus large que celui de la ligue de Bona furent invités à participer à une réunion extraordinaire, la dernière semaine de novembre, dans le village de Danguna. En effet, au cours de celle-ci les partisans mirent au point l'organisation militaire du territoire pour la conduite de la guerre, anticipant l'expansion du conflit. Ils divisèrent la région de la boucle du fleuve Mouhoun en quatre sections et attribuèrent à chacune un coordinateur en chef (il ne s'agissait pas d'une armée centralisée et sur le champ de bataille, faute d'une chaîne de commandement, chaque village ou même quartier restait sous l'autorité de son propre guide de combat). La stratégie de combat générale qu'ils conçurent ce soir-là demeura le cadre de référence des différents fronts où ils intervinrent jusqu'au mois de juin 1916. Au fil des réunions et des visites de terrain, les campagnes de la Boucle du Mouhoun et celles qui étaient situées au-delà du fleuve, à l'est et à l'ouest, furent ainsi

quadrillées par les émissaires des partisans de la ligue de Bona. Haranguant ceux qui étaient indécis et intimidant ceux qui s'opposaient, ils brandissaient haut et fort les effets personnels des officiers européens, qu'ils avaient saisis parmi le matériel abandonné par la colonne Maguet à Bona, comme gages de leur talent guerrier et de la promesse de leur triomphe futur. Leur éloquence impressionnait, gagnait les cœurs, renforçait la conviction et la détermination des plus engagés. Les adhésions au mouvement de guerre se multipliant, les partisans réussirent non seulement à s'imposer dans la Boucle du Mouhoun, mais aussi à établir une forte présence à l'ouest, dans les villages établis au-delà du fleuve, autour de la ville de Sanaba, en direction du Bani, ainsi que dans la résidence de Koudougou du cercle de Ouagadougou, à l'est.

Fin novembre, puis encore quelques jours avant Noël, deux autres batailles décisives eurent lieu entre forces coloniales et partisans anticoloniaux. Toutes deux se conclurent par la victoire du parti anticolonial, malgré de lourdes pertes subies lors de la première offensive. L'assaut de décembre par contre resta dans les esprits — *a fortiori* des autorités administratives — comme l'échec incontesté et retentissant de leur démarche punitive. Les deux événements firent date dans l'histoire de la guerre car ils brisèrent le mythe, répandu dans les populations locales, de l'invincibilité de l'armée coloniale. Cette croyance s'ancrait non seulement dans la suprématie matérielle des forces gouvernementales — la supériorité de leur armes —, mais aussi et surtout dans l'aisance quasi surnaturelle avec laquelle les premières colonnes d'occupation avaient envahi la région dans les années 1897-1899. La déroute de 1915 accrédita la propagande des leaders anticoloniaux qui avaient prédit la fin de la présence coloniale ; et c'est précisément l'accomplissement précoce de leur prophétie qui porta le mouvement pendant plus d'une année de combats intenses, face à un adversaire toujours plus implacable.

La première des deux batailles résulta du manque de discernement et de l'impulsivité de l'administrateur du cercle de Bobo-Dioulasso qui jouxtait Dédougou par le sud. L'administrateur Maubert, commandant du cercle, avait été informé de la mauvaise posture dans laquelle se trouvait le chef colonial de Bondokuy, un village important de locuteurs bwa situé au-delà de la frontière mais proche du cercle de Bobo-Dioulasso : assiégés par des combattants anticoloniaux, le chef, ses proches et leur personnel

semblaient bel et bien perdus dès lors que Maguet, qui était à Dédougou, ne pouvait envoyer dans cette zone éloignée une expédition de secours qui devrait, pour les rejoindre, traverser un secteur farouchement hostile au gouvernement. Maubert, convaincu que son propre cercle était sous contrôle, vit dans cette situation une opportunité d'éclipser son jeune collègue et rival. Après avoir obtenu du lieutenant-gouverneur un semblant d'autorisation, il forma à la hâte une colonne d'environ 150 hommes, composée de gardes de cercle et d'auxiliaires armés, et partit pour Bondokuy afin de délivrer les assiégés. A son arrivée, le 27 novembre, la compagnie Maubert fut, à son tour, encerclée et immobilisée par des milliers de partisans venus de dizaines de villages, d'ethnicités et de langues différentes qui partageaient néanmoins une même tradition de guerre. Rejointe par quelques centaines de locaux qui avaient trouvé protection auprès d'elle — essentiellement des femmes, des enfants et des aînés qui craignaient pour leur vie —, la compagnie résista pendant neuf journées éprouvantes, repoussant les assauts implacables des adversaires dans l'attente de renforts, dont Maubert comprit enfin qu'ils n'arriveraient jamais. Avant de tomber à court de munitions, il décida alors de briser le siège dans une charge audacieuse qui prit les assiégeants par surprise : la troupe parvint de justesse à s'enfuir et à se mettre à l'abri, ne subissant que quelques pertes. La puissance de feu de la colonne fut telle qu'elle entraîna, au cours du siège, plus de 2 000 morts dans les rangs ennemis. En dépit de l'extrême déséquilibre qui marqua la répartition des victimes dans les deux camps, le siège de Bondokuy fut un tournant décisif pour les partisans anticoloniaux. Les grands villages situés à la frontière est, entre les cercles de Dédougou et de Bobo-Dioulasso, donnèrent leur totale adhésion au mouvement armé. Certains assumèrent même des fonctions de commandement dans les phases ultérieures de la guerre et ce jusque dans les épisodes les plus sanglants de la répression. Dans les secteurs ouest des deux cercles, le siège servit également de révélateur et finit de rallier l'opinion à la cause : il avait mis au jour la vulnérabilité de l'armée coloniale. Dans son *Crépuscule des temps anciens* (1962), Nazi Boni relate ainsi la leçon tirée de ces événements :

> « La preuve était faite que le Blanc craignait la mort et qu'il n'était à tout casser qu'une divinité déchue par "Dieu-le-Grand". Pour les *Bwana*, irrités par la meurtrière immixtion des *Nansarawa* dans leurs affaires, la bataille de Bonikuy n'était qu'un prélude, un simple exercice d'assouplissement. On se hâterait d'achever la récolte de mil, après quoi on verrait ce que l'on verrait[3] ! » (p. 227)

La seconde bataille s'avéra plus déterminante encore que la première dans l'essor du mouvement anticolonial tant elle ruina les efforts du gouvernement qui, un mois durant, avait rappelé, des quatre coins de la colonie, hommes et armes dans le but de former une colonne répressive : la bataille de décembre, mission inaugurale de cette formation, se solda par un retour en hâte à la base et de terribles pertes. Appelée « colonne de Dédougou » dans les textes coloniaux, elle avait à sa tête sept officiers français de haut rang, deux médecins, six sous-lieutenants et sergents. Avec 660 tirailleurs, 40 gardes, 100 cavaliers auxiliaires, 630 porteurs, une batterie d'artillerie équipée de 4 canons de 80 mm de montagne — l'arme terrestre la plus lourde de l'armée coloniale française —, la colonne de Dédougou fut l'une des plus imposantes jamais formées en Afrique de l'Ouest. Ses commandants étaient convaincus que le simple étalage de leur force suffirait à rétablir l'ordre. Lorsqu'ils sortirent en campagne quittant Dédougou le 21 décembre, ils envisageaient donc leur mission comme une entreprise punitive conventionnelle, conforme à la pratique coloniale : ils marcheraient sur Bona rebelle et, en chemin, détruiraient les villages insurgés à la tête du mouvement selon la liste établie par l'administrateur du cercle. Au retour, ils feraient de même avec un autre groupe de villages en empruntant un autre chemin. L'administrateur de Dédougou, mieux informé, leur fit savoir que les insurgés contrôlaient à présent plus de cent villages et que ceux-ci étaient en mesure de lever et de rassembler, en moins d'un our, pas moins de 30 000 combattants. Néanmoins il était, lui aussi, convaincu que l'artillerie coloniale dissuaderait les opérations frontales ou défensives des combattants, qu'elle disperserait et réduirait ces derniers à des actions de guérilla.

Ce n'est pas du tout ce qu'ils firent. Les chefs du mouvement anticolonial décidèrent au contraire d'attirer la colonne dans un

3. Bonikuy est une orthographie alternative pour Bondokuy que Nazi Boni utilisa dans son roman. *Nansarawa* signifie « Blancs », « Européens ».

grand village du nom de Yankasso, à 40 km au sud-est du chef-lieu, qu'ils avaient préparé pour l'affrontement : niché au creux d'une vallée entourée de douces collines, le paysage n'offrait qu'un seul point d'eau, dont le bourg barrait l'accès et était protégé par un mur défensif, fortifié par leurs soins, derrière lequel une dizaine de milliers de guerriers s'étaient regroupés. Lorsque la colonne lança l'attaque, les défenseurs de Yankasso tinrent bon jusqu'à la mi-journée, résistant aux assauts et aux tirs d'artillerie, marquant de nombreux coups. Des milliers d'autres combattants en armes apparurent alors à l'horizon et descendirent des collines pour rejoindre la défense, forçant la colonne à interrompre la charge et à réorienter ses troupes pour éviter l'encerclement. Réalisant que, même si elle réussissait à prendre le village, la colonne ne pourrait se défendre à la nuit tombée, faute de munitions, le commandant décida de se replier avant la fin du jour. Assoiffés et affamés, les soldats de la colonne rentrèrent à Dédougou le 24 décembre, transportant à grand-peine blessés et matériel. Son cheval ainsi réquisitionné, le lieutenant-gouverneur de la colonie, qui avait fait le déplacement de Bamako pour assister à l'opération, revint à pied comme les autres. Les pertes se montaient à plus de trente hommes, dont un Français, et l'on compta une centaine de blessés. Après cette défaite, les forces coloniales furent cantonnées à Dédougou pendant deux mois, la campagne de répression fut suspendue et la région laissée aux partisans triomphants, libres désormais de se venger de leurs opposants locaux alors que la résistance gagnait du terrain.

OBJECTIFS DU MOUVEMENT ANTICOLONIAL

La genèse du mouvement anticolonial que nous avons résumée ici suggère que la conscription militaire n'en fut pas la cause principale. Dans le canton de Datomo, la campagne de recrutement forcé permit seulement aux partisans de plaider leur cause auprès des villageois avec une légitimité accrue et d'engager, jusqu'au point de non-retour, l'affrontement avec les gardes du cercle. Les partisans réussirent à tirer parti de la crise et, forts de leurs victoires, à affirmer le talent militaire décisif dont ils s'étaient prévalus. La cause ultime de la guerre fut, en réalité, l'antagonisme fondamental entre colon et colonisé qui sous-tendait l'ordre colonial, et la perception, dans la population, que la guerre en Europe avait engendré, dans la colonie, une situation qui pouvait profiter à la résistance. Les partisans de la lutte armée qui avaient été témoins, dix-sept ans plus tôt, de la conquête française incarnaient le ressentiment d'un peuple qui refusait la sujétion telle qu'elle se présentait dans l'ordre colonial. Ils gagnèrent facilement le soutien de la classe des hommes en âge de se battre, dont les jeunes membres ne connaissaient les guerres coloniales et l'indépendance qui avait précédé l'invasion française que par les récits de leurs aînés.

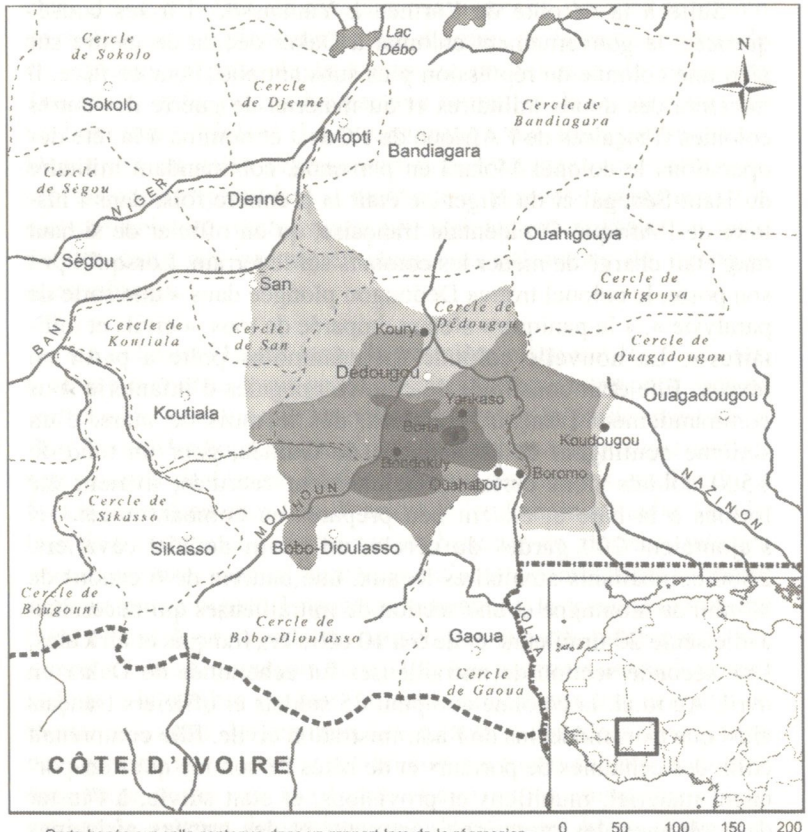
Le répertoire régional de la mémoire collective contenait certes un chapitre dédié aux hégémonies bâties sur la violence mais selon un paradigme différent de l'expérience coloniale. La société locale était en mesure de contrer les tentatives d'asservissement politique. Jusque-là, lorsque la résistance avait échoué, la suprématie de la puissance hégémonique avait toujours été temporaire, liée à la personne physique d'un grand chef de guerre ou à une initiative privée, sans ambition territoriale. L'opportunité, pour les vaincus, d'intégrer l'appareil militaire du vainqueur temporaire offrait des avantages réciproques. Lorsque le régime dominant s'effondrait, la vie politique locale reprenait son cours, jalonnée de conflits de proximité et de trêves villageoises qui formaient, à une plus grande échelle, une mosaïque de groupes amis ou ennemis nés d'alliances distantes entre partenaires éloignés. L'ordre colonial altéra cette dynamique en y introduisant le contrôle territorial et la sujétion concomitante des populations. Il interféra de manière provocatrice dans les affaires locales, drapant les intérêts particuliers du devoir et de la morale. La société autochtone avait néanmoins hérité de l'époque précoloniale des noyaux de défense fiers de leur tradition militaire. Elle était structurée par un système de rangs et de privilèges qui pouvaient, selon les circonstances, la diriger ou l'organiser. Depuis son établissement, l'ordre colonial avait dû faire face à diverses explosions de violence à son encontre et le mécontentement qui couvait dans la colonie depuis 1914 n'était pas étranger aux événements de Dédougou. Le conflit de mars 1915 en particulier, qui avait éclaté au nord, dans les cercles de Bamako, Goumbou et Nioro, eut un écho important dans d'autres régions du Haut-Sénégal et du Niger[4]. Ces combats avaient débuté par une protestation contre la

4. Ces cercles se trouvent au Mali actuel, dans une zone située entre le fleuve Niger en aval de Bamako et la frontière mauritanienne, au Nord.

première campagne de conscription militaire ; retranchés dans leurs places fortifiées, les villageois avaient résisté aux tirs d'un bataillon équipé d'un canon de 80 mm de montagne. Malgré sa répression fulgurante, la nouvelle du soulèvement se répandit dans les mois qui suivirent, inspirant notamment les populations du cercle de Dédougou. Depuis la saison des pluies de 1914 (qui court de juin à septembre), la rumeur d'un prochain départ des Français bruissait dans toute l'Afrique-Occidentale française, avec plus ou moins de force selon l'endroit. Elle prit une intensité presque obsessionnelle dans le cercle de Dédougou. Avec la mobilisation des forces armées en Europe, la présence française, qui avait toujours été limitée, se réduisit sensiblement : des unités militaires furent enlevées pour être redéployées ailleurs, les effectifs civils diminués et les indépendants — négociants français et employés européens des grands établissements de commerce — furent appelés sous les drapeaux. Même les missionnaires se retirèrent, laissant à leurs employés et aux supérieurs catéchistes africains la charge de leur office. Des témoignages locaux rapportent que, dès les premiers mois de 1915, les conversations ne portaient plus simplement sur un éventuel départ des Français, mais plus spécifiquement sur une guerre imminente qui allait les chasser. C'est apparemment au mois d'août de la même année que les premières réunions secrètes évoquèrent la question, alors que s'ouvrait la période de relâche, entre la fin des sarclages et la moisson de novembre ou de décembre, pendant laquelle le grain mûrit. Dans la savane, c'est traditionnellement à cette époque, au début de la saison sèche, que les guerres étaient planifiées et préparées. Pour des raisons pratiques, les Français comme les populations locales avaient toujours respecté ce calendrier. Il est donc possible que, dans le canton de Datomo, la campagne ait démarré dès le mois d'août, mais la guerre ouverte ne fut, en tout cas, pas déclarée avant la mi-novembre. Pour valider leur argument principal — la faiblesse militaire inédite des Français —, les partisans firent appel à l'oracle et aux récits prophétiques des glorieux combattants du XIX^e^ siècle, qui avaient établi la réputation des maisons de guerre de certains d'entre eux. Les tournées de conscription leur fournirent de nouveaux arguments et rallièrent l'opinion à leur cause. Le noyau dur du mouvement anticolonial était constitué d'une poignée d'hommes déterminés, originaires des villages voisins et liés par des relations de parenté, d'affinité ou d'amitié. Affaiblissant l'opposition, sans pour autant réussir à la démanteler, ils persuadèrent un nombre croissant d'habitants de s'en remettre aux leaders du mouvement et à leurs fidèles, la propagande atteignant son paroxysme dans leur combat contre le chef de canton de Datomo, entraînant l'arrivée inéluctable des gardes et deux jours plus tard du commandant du cercle et de son armée. Ces événements furent l'occasion pour les meneurs d'affirmer leur force de caractère, leur courage et leurs compétences militaires. Réduits à un choix très clair, avec ou contre la rébellion, les villages indécis optèrent en masse pour le front anticolonial, dans une sorte d'emballement qui donna naissance à un contre-pouvoir régional doté d'une organisation territoriale quasi formelle, qui lui permit de coordonner les combats et de gérer l'expansion en absorbant les zones riveraines. Les alliances furent nouées et amendées tout au long de cette période, au gré des succès et des défaites du mouvement anticolonial.

A la fin de l'année 1915, en novembre et décembre, les populations villageoises commencèrent à s'armer. Les familles se mirent à fabriquer poudre à canon et poison à flèches (deux activités particulièrement chronophages), achetèrent des armes à feu et pointes de flèches, participèrent aux travaux de fortification des murs de leurs villages et les équipèrent de meurtrières et de remparts. D'importantes communautés bwa, dans le Sud-Est, acheminèrent et ravitaillèrent dans des endroits tenus secrets leurs forgerons spécialisés afin qu'ils puissent extraire et fondre le fer nécessaire à la fabrication des pointes de flèches et des pièces des fusils dont la résistance aurait besoin (les ruines des fourneaux à fonte les plus actifs se trouvent aujourd'hui encore sous un entrelacs de lianes et de plantes envahissantes dans la forêt classée de Marot, non loin de Bekuy). Ainsi qu'en attestent les témoignages recueillis par l'archéologue Elisée Coulibaly auprès des populations locales lors de ses recherches sur l'histoire de la métallurgie, la production ne fut, de mémoire d'homme, jamais aussi intense qu'à l'époque de la guerre anticoloniale, dans cette région réputée comme le principal centre métallurgique pendant plus d'un siècle. Les lignes télégraphiques furent coupées et leur métal refaçonné en projectiles, en taillant les câbles en morceaux soudés à la forge pour former des pointes de flèches ; les boulons sectionnés pour servir de balles ; le soufre des gaines isolantes récupéré comme

ingrédient de la poudre à canon. Les artisans pouvaient aussi produire ladite poudre sans recourir au précieux soufre, n'utilisant que le salpêtre et la poudre de charbon de bois qu'ils fabriquaient sur place (ainsi qu'ils le font toujours aujourd'hui pour les fusils de chasse). La fabrication d'armes était à son comble surtout dans la région de Nienegue, au nord-ouest du cercle de Bobo-Dioulasso, où Maubert avait lancé, quelques mois auparavant, une vigoureuse campagne de désarmement. La population s'armait aussi dans la Résidence de Koudougou, subdivision du cercle de Ouagadougou. Tout comme dans le cercle de Dédougou avoisinant, la population de Koudougou procédait aux sacrifices rituels sur des autels importants en vue de la guerre imminente. Une énorme demande était créée pour des armes de fabrication locale et les forgerons de la localité y répondirent en fabriquant de vastes quantités de pointes de flèches ; les prix étaient d'un bœuf pour 450 pointes de flèches, un bracelet de pierre pour 20 pointes de flèches, et 230 cauris pour un arc de fabrication locale. Tous ces préparatifs entraînaient de nombreux déplacements. Les activistes du cercle de Dédougou arrivaient à Koudougou pour y mener leur travail de propagande et organiser le combat pendant que les émissaires de Koudougou, envoyés à l'ouest dans les villages de prestigieuses familles musulmanes, y achetaient des amulettes de guerre. Malgré le soutien de ces communautés à la répression française dans la région, voire de l'engagement de certains dans l'action militaire (sujet que nous aborderons plus tard), les lettrés de ces groupes continuèrent à fournir les combattants anticoloniaux des villages, qui avaient toujours été leurs alliés, en amulettes de guerre. Le journal de la Résidence de Koudougou signale, pour le 29 novembre, que des hommes arrivèrent de Boromo à la recherche de chevaux — information étonnante dans la mesure où, si les chevaux étaient effectivement des pièces maîtresses dans l'art de la guerre, la défense des villages s'opérait, dans cette région comme dans toute la savane, de l'intérieur des fortifications et ne mobilisait donc point de montures. Bien qu'aucune source ne mentionne l'utilisation de celles-ci par les partisans anticoloniaux, les troupes auxiliaires fournies par les chefs peul et mossi, soutiens du gouvernement français, comptaient bien dans leurs rangs des guerriers montés — la mention témoignant peut-être de la double fébrilité qui régnait alors, tant du côté des rebelles qui se préparaient à l'attaque que des chefs coloniaux qui se préparaient, eux, à la campagne de répression.



Carte basée sur celle contenue dans un rapport lors de la répression (Rapport Picanon, AN Section outre-mer 2762), représentant une extension réduite de la zone des conflits.

CAMPAGNES DE RÉPRESSION

Suite à la déroute de l'armée à Yankasso, et à ses conséquences, le gouvernement colonial à Dakar décida de mettre sur pied une colonne de répression plus substantielle. Pour ce faire, il transféra des unités militaires et du matériel de guerre des autres colonies françaises de l'Afrique de l'Ouest et nomma à la tête des opérations le colonel Molard en personne, commandant militaire du Haut-Sénégal et du Niger : c'était la première fois, dans l'histoire de l'Afrique-Occidentale française, qu'un officier de si haut rang était chargé de mener les combats sur le terrain. Lorsqu'il prit son poste, le colonel trouva Dédougou plongée dans « une sorte de paralysie », « la panique » s'étant emparée de tous, « civils et militaires ». La nouvelle colonne fut néanmoins prête à partir en février. Elle était constituée de cinq compagnies d'infanterie sous commandement français, épaulées, dès le mois de mars, d'un sixième contingent en provenance de Guinée, pour un total de 1 500 soldats dont certains, fraîchement recrutés, avaient été formés à la hâte et étaient peu préparés au combat. A ceux-ci s'ajoutaient 200 gardes du cercle, un goum de 150 cavaliers, 2 000 combattants auxiliaires locaux, une batterie de 6 canons de 80 mm de montagne et une section de mitrailleuses qui nécessitait à elle seule 20 tirailleurs, et de 5 à 10 officiers français et africains. Une seconde section de mitrailleuses fut acheminée de Dakar en avril. Au total, la colonne comptait 85 soldats et officiers français ainsi que trois médecins de l'administration civile. Elle comprenait enfin des centaines de porteurs et de bêtes de somme qui transportaient matériel, munitions et provisions, et était suivie, à l'instar des colonnes des premières conquêtes et des armées africaines avant elles, d'un cortège de centaines de femmes (dont le rôle était de préparer les repas des soldats auxquels elles étaient attachées) et d'autant de malandrins volontaires pour le pillage en règle des villages vaincus. Jamais dans l'histoire de l'Afrique-Occidentale française, une telle force de frappe — en hommes et en armes — n'avait été constituée. Un simple rappel des effectifs engagés dans la conquête du Niger-Volta, dix-neuf ou vingt ans plus tôt, est éclairant à cet égard. La colonne Voulet-Chanoine, qui avait été formée en 1896 afin de conquérir le Royaume mossi de Ouagadougou, comprenait 2 officiers européens, 23 tirailleurs,

10 cavaliers réguliers, 40 cavaliers auxiliaires et 180 auxiliaires locaux. La colonne Destenave, envoyée dans la région de l'Ouest-Volta, en 1897, afin d'y museler les habitants, comprenait 14 officiers, 384 auxiliaires, 28 cavaliers auxiliaires et 2 canons de 80 mm de montagne. Le plus célèbre fait d'armes de la France coloniale en Afrique, la prise de la forteresse de Sikasso de Babemba Traoré de 1898, fut réalisé par une formation de moins d'un tiers de la colonne Molard. La concentration des forces militaires à Dédougou en 1916 représentait non seulement un « effort de répression sans précédent », ainsi que le présenta un rapport officiel préliminaire, mais encore un déploiement militaire tel qu'il éclipsa ceux des premières conquêtes coloniales du territoire ouest-africain.

La colonne Molard lança la première offensive le 13 janvier. L'armée coloniale avait grand besoin d'une victoire pour redorer son blason. Pensant que les villages bwa de la partie ouest de la Boucle du Mouhoun seraient plus facilement vaincus que les villages marka du Centre, Molard dirigea ses troupes sur Pundu, à 50 km au sud du chef-lieu. Il arriva le lendemain à l'aube. Le village était occupé et défendu par les hommes de plusieurs villages voisins rejoints, dans la journée, par d'autres combattants venus de secteurs plus éloignés. Engageant ses canons, la colonne ouvrit une brèche dans les remparts et, maison par maison, pièce par pièce, prit rapidement le contrôle du village. Les guerriers assiégés prirent la fuite à la tombée du jour, laissant derrière eux une centaine de morts mais aussi des femmes, des enfants et des aînés. La colonne ne répertoria que 4 morts et 17 blessés parmi ses soldats, mais bien davantage parmi ses auxiliaires. Les troupes coloniales consacrèrent la journée du lendemain à dévaster les lieux. Suite à ce premier succès, la colonne engrangea une série de victoires étonnamment faciles dans la mesure où les villages qu'elle croisait sur son chemin avaient tous été désertés. Elle n'eut donc qu'à occuper et à détruire, dans une logique d'action de représailles visant toute nouvelle reconstruction : les soldats démolissaient les épais murs de terre des maisons et brûlaient les précieux poteaux et poutres de bois sur lesquels reposaient étages et toits en terrasse. Les insurgés anticoloniaux ne montrèrent pourtant aucun signe d'abattement, bien au contraire. L'entreprise de dévastation, menée par le colonel Molard et ses troupes, eut pour effet non pas de mater les villages

d'opposants qui n'avaient pas encore été attaqués ou soumis, mais de précipiter un nombre croissant d'entre eux à s'engager ouvertement en faveur du camp anticolonial. La colonne ne rencontra que peu de résistance dans les premiers jours de la campagne car les partisans n'avaient pas su anticiper la stratégie du colonel et, partant, n'avaient pas pu préparer leurs villages à l'attaque. Ils avaient prévu, au contraire, que la colonne ciblerait les villages marka de l'Est, lesquels étaient très actifs dans l'organisation du mouvement armé. En ce sens, la décision du commandement français, bien qu'avisée, n'entama en rien la détermination des résistants.

Le second affrontement sérieux eut lieu le 18 février dans le village de Sokongo qui était protégé par des guerriers bwa et marka. Leur défense obligea les soldats de Molard à utiliser une grande partie de leurs munitions, leur infligeant de lourdes pertes et terrorisant au passage les cavaliers auxiliaires, ainsi définitivement neutralisés pour le reste de la campagne, avant de s'enfuir à la nuit tombée. La bataille suivante fut celle de La, un grand village bwa à la défense duquel participèrent un noyau de stratèges marka et de guerriers de la région de Bona. Tandis que la plupart d'entre eux s'étaient retirés pendant la nuit, certains tireurs restèrent embusqués derrière les remparts pour mener à bien leur mission suicide : tenir jusqu'au lendemain après-midi pour épuiser l'ennemi. La conduite de la guerre était établie. Les partisans sélectionnaient les villages qu'ils voulaient fortifier sur la route de la colonne, engageant le combat là où ils le souhaitaient, défendant les lieux durant une journée afin d'infliger le plus de pertes possibles, s'enfuyant à la nuit tombée pour attendre l'armée dans le village suivant qu'ils avaient préparé. La colonne avança ainsi pendant plus d'un mois, détruisit vingt-cinq villages, épuisa son stock de munitions et revint à Dédougou le 23 mars.

Avec ce retour à l'immobilité de la colonne pour trois semaines, non seulement la campagne de répression avait provisoirement échoué, mais le mouvement armé contre le gouvernement avait acquis plus d'ardeur que jamais : à l'ouest et au nord, il gagna San, Koutiala et Bandiagara sur les rives du Bani, tandis qu'à l'est il s'étendit aux rives du Nazinon dans le cercle de Ouagadougou. L'échec de la colonne Molard avait validé la stratégie des leaders anticoloniaux. Ils avaient prédit que l'armée du gouvernement perdrait l'avantage de sa puissance de frappe supérieure dès lors qu'elle tomberait à court de munitions, et leur clairvoyance avait

enflammé les esprits. On avait fait la preuve que la supériorité de l'armée coloniale ne dépendait que des munitions. Or celles-ci allaient être finalement épuisées.

L'erreur des dirigeants anticoloniaux fut de sous-estimer la capacité logistique du gouvernement colonial, en dépit des difficultés d'approvisionnement et d'acheminement de l'époque, et des réserves de munitions, considérables, auxquelles il avait accès malgré l'effort de guerre en Europe (l'équipement colonial était même obsolète selon les standards militaires du jour). Durant cet intervalle d'inactivité, il s'avéra nécessaire de renvoyer chez eux les soldats qui étaient arrivés du cercle de Gaoua (des irréductibles Lobi) afin d'y rétablir l'ordre menacé pendant leur absence, mais une nouvelle colonne parvint dans le cercle de San pour participer à la répression. Les obus, munitions, vivres et médicaments que la colonne de Dédougou attendait avaient été envoyés deux mois plus tôt avec une compagnie partie de Saint-Louis au Sénégal, conduite par sept officiers européens, et qui comprenait une seconde section de mitrailleuses. Compagnie et matériel arrivèrent donc la première semaine d'avril et la colonne Molard ainsi renforcée se remit en route. Elle prit la direction du sud-est, marchant droit sur les villages des Marka les plus rétifs, responsables de l'insurrection, et dont étaient originaires les principaux stratèges militaires et politiques du mouvement. Un mois durant, elle combattit avec rage, rasant les villages qu'elle avait pris comme ceux qu'elle avait trouvés désertés, anéantissant toute velléité de les réhabiter. Elle bifurqua alors vers l'ouest et le sud, en direction des grands villages bwa et, pendant les dix semaines qui suivirent, dévasta leur région. Elle revint à Dédougou la dernière semaine de juin. A mi-parcours de la campagne, le colonel Molard, tirant les leçons de la bataille, changea de tactique. Plutôt que de s'attarder et d'épuiser ses forces à la démolition des bâtiments dans les villages occupés, et en particulier ceux qu'il trouvait abandonnés, il décida, contre l'avis de l'administrateur du cercle, de resserrer le combat sur les foyers de résistance les plus belliqueux. Il bénéficia, dans cette réorientation stratégique, des soutiens du gouverneur général à Dakar et du lieutenant-gouverneur à Bamako. La lente expédition punitive se transforma alors en guerre avérée, rapide, impitoyable, ciblée sur l'ennemi. La seconde campagne Molard parvint ainsi à enrayer le mouvement dans le cercle de

Dédougou. En brisant les centres de planification et de coordination qu'incarnaient les villages marka, le colonel Molard mit à mal toute la résistance. Malgré des succès accumulés par la campagne répressive, il n'y avait au début toujours que peu de redditions. Mais la plupart des leaders furent tués ou se rendirent lors des affrontements de juin et juillet. De toute évidence, les chefs marka ne continuaient la lutte que dans la mesure où ils pensaient pouvoir la gagner; lorsqu'ils furent convaincus qu'il n'en serait rien, ils déposèrent les armes. Néanmoins, le mouvement qu'ils avaient initié perdura pendant quelques mois encore dans le cercle. Les guerriers bwa, notamment, se lancèrent dans une série de combats avec l'énergie du désespoir, rivalisant d'audace, au mépris absolu de leurs vies. Subissant des pertes tragiques, ils laissèrent à la postérité l'image d'une résistance suicidaire. Tel ne fut pas, pourtant, l'esprit de l'effort de guerre à son début, quand il suivait la vision stratégique des meneurs qui l'avait engendré. En réalité, ces derniers soubresauts sanglants de la résistance ne sont pas révélateurs des origines et du développement initial du mouvement dans ce cercle.

Lors de la campagne répressive du colonel Molard à Dédougou, la résistance redoubla par contre dans le cercle de San (situé au Mali actuel, entre la frontière du Burkina Faso et la rive est du Bani). Des meneurs marka du Mouhoun étaient déjà actifs sur ce front, mais après l'écrasement des villages dans la boucle du fleuve, nombre d'entre eux traversèrent celui-ci afin de participer aux efforts guerriers sur l'autre rive, leur donnant ainsi une nouvelle ardeur. La guerre s'étendit aux cantons sud du cercle de Bandiagara. Dans un revirement inattendu, un religieux musulman influent de la région de Bani, nommé Adama Dembélé, entra en scène avec force comme meneur principal, acceptant une position symboliquement subalterne par rapport aux dirigeants non musulmans du mouvement armé de Dédougou, ce qui est notamment révélateur de la nature inclusive de l'alliance anticoloniale. Des guerriers de confessions différentes combattirent côte à côte, mêlant ainsi combattants enivrés de bière de sorgho et portant des amulettes issues du culte de Bona à ceux qui faisaient les prières musulmanes et portaient des charmes coraniques. Le gouvernement colonial mit sur pied une colonne spécifique pour les arrêter. Elle effectua deux campagnes successives, à la fin du mois d'avril

et en mai 1916. En juillet, le colonel Molard en personne mena une troisième offensive au nord du fleuve.

La guerre connut une autre modulation locale dans l'est du cercle de Ouagadougou, où un dirigeant local appelé Yombie joua un rôle prépondérant malgré la présence de chefs marka venant de la région de Bona. Egalement connu sous le nom de Dugbenga, Yombie avait été guerrier de profession dans la garde d'un chef mossi (ce qui laisse supposer une origine servile). Dans cette région, la répression fut principalement conduite par les gardes locaux et les troupes auxiliaires, fournies par les chefs mossi du cercle. Une colonne réduite fut envoyée sur place entre juillet et août pour leur prêter main forte. A Bobo-Dioulasso, les troupes de l'administrateur du cercle menèrent une guerre ininterrompue et particulièrement violente aux Toussian et aux Sambla qui étaient établis à l'Ouest ainsi qu'aux Bwa Nyenege du Nord-Est. La bataille la plus meurtrière eut lieu le 6 mai à Boho. Quand les troupes coloniales pénétrèrent dans le village après une journée de combats, ils découvrirent que les habitants, dans leur fuite, avaient laissé derrière eux trois mille corps.

FIN DE LA GUERRE ET CONCLUSIONS

Dans les derniers mois de 1916, le gouvernement colonial jugea que la rébellion, malgré quelques foyers persistants, avait été neutralisée et que la phase de « pacification » était engagée. En février de l'année suivante, les habitants de Lahirasso, qui s'étaient rendus lors de la dernière campagne et qui avaient regagnés leur village, reprirent la lutte avant d'être à nouveau attaqués par l'administrateur de Bobo-Dioulasso. Cet épisode fut considéré par le gouvernement comme le dernier de la guerre du Volta-Bani. Les leaders du mouvement qui avaient été capturés vivants furent traduits en justice, exécutés ou emprisonnés (un sort qui n'était guère plus enviable compte tenu du taux de mortalité important dans les prisons). Les villages insoumis furent balayés, leur reconstruction et réoccupation interdites pour des décennies, et l'exploitation des terres également prohibée. Pendant des années, cependant, à la saison sèche, lorsque les moissons étaient achevées, un vent de révolte se levait sur la campagne, chuchotant à qui voulait l'entendre que le combat allait reprendre, forçant les

administrateurs des secteurs les plus farouches à maintenir leur vigilance inquiète.

La guerre du Volta-Bani fut intimement liée à la Première Guerre mondiale dans la mesure où ce furent les circonstances nées de la mobilisation française sur le front européen qui inspirèrent le projet anticolonial. Néanmoins, il est clairement établi que la lutte ne fut encouragée par aucun acteur extérieur lié à ce conflit. La stratégie, la tactique et les ressources du mouvement de résistance anticolonial furent pleinement locales[5]. Les communautés du Volta-Bani impliquées dans les batailles contre l'armée coloniale produisirent elles-mêmes leurs propres armes, sans assistance extérieure, ou se les procurèrent par achat quelques mois avant le début des hostilités. La plupart des fusils et des pointes de flèches furent fabriqués par les forgerons de la région avec le fer qu'ils avaient extrait de leurs mines et fondu dans leurs propres fourneaux. La fabrication de ce matériel de guerre exigeait un effort de production considérable. Pour donner un seul exemple, les flèches amenées sur le champ de bataille par les guerriers sambla, le 6 avril 1917, pour un combat qui ne dura qu'une heure, représentaient l'équivalent de plusieurs milliers de

5. Il en va de même pour tous les mouvements de résistance qui virent le jour à cette époque en Afrique-Occidentale française, à l'exception peut-être de la campagne anticoloniale des Touaregs ouelleminden, menée par Kawsan ag Mohammed dans le massif de l'Aïr au Niger en 1917-1918. Celui-ci était proche de la confrérie soufie Sanusiyya et, à travers elle, du pouvoir ottoman et de ses alliés allemands. Bien qu'elles n'aient jamais reçu d'aide directe de ces derniers, les troupes de Kawsan ag Mohammed possédaient des armes modernes de fabrication étrangère, dont six pièces d'artillerie et plusieurs mitrailleuses arrachées aux Italiens par les Sanussi lors de la prise du Fezzan en 1915. Les troupes françaises, en revanche, bénéficiaient du soutien des troupes auxiliaires prêtées par les Anglais de la colonie voisine. Voir André Salifou, *Kaoussan ou la révolte sénoussiste*, Niamey, Centre nigérien de recherches en sciences humaines, 1973 ; Jean-Claude Triaud, *La Légende noire de la Sanûssiyya. Une confrérie musulmane saharienne sous le regard français (1840-1930)*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1995, vol. 2, pp. 861-913 ; Hélène Claudot-Hawad, « Révolutionner l'opinion touarègue : les stratégies novatrices de Kawsen contre la colonisation du Sahara », *Oriental Archive*, 80 (2), 2012, pp. 243-258.

journées de travail[6]. Armes et munitions étaient généralement payées en cauris, les précieux coquillages qui servirent de monnaie locale pour le paiement des taxes coloniales jusqu'en 1907 — date au-delà de laquelle ils restèrent en circulation, mais trop rares pour continuer à servir de monnaie courante. L'édification des épais murs d'enceinte qui protégeaient les villages fortifiés mais également la reconstruction, en vue de nouvelles batailles, des villages qui avaient été saccagés requirent une main-d'œuvre importante, laquelle fut, pour une large partie, fournie par les femmes et les enfants qui véhiculaient eau et matériaux. La planification, l'intelligence et l'engagement communautaire (en termes de labeur et de ressources financières) qui caractérisèrent la guerre du Volta-Bani, tout autant que les pertes humaines tragiques qui en résultèrent, sont bien éloignés des clichés — carnage suicidaire, hystérie hallucinatoire, évitement du combat frontal — qui persistent à son endroit.

La compréhension de l'organisation politique précoloniale et de la perception locale de l'occupation coloniale permet une lecture plus fine des groupes qui nouèrent une alliance pour combattre le gouvernement colonial pendant la guerre. Au XIX^e^ siècle, les grands guerriers marka du canton de Datomo étaient respectés pour avoir résisté aux incursions des Karantao, une maison de guerre musulmane basée dans le bourg de Wahabou, à l'est de la zone circonscrite par la Boucle du Mouhoun. Du Nord au Sud, les sociétés de l'Ouest-Volta étaient ancrées dans l'art de la guerre. Elles avaient tissé entre elles un vaste réseau de ligues et d'alliances qui rivalisaient et se combattaient, établissaient des liens avec d'autres centres éloignés pour gagner l'ascendant sur leurs rivaux locaux, mais qui pouvaient aussi ponctuellement s'accorder et s'unir pour affronter un ennemi commun puissant. Ces alliances locales étaient fluides et hiérarchisées, les parties pouvant changer de camp au gré des rapports de force. La stratification sociale par classes d'âge et les sociétés secrètes étaient aussi des éléments fondamentaux de l'appareil défensif local. La dicho-

6. Mon estimation se base sur le nombre de flèches que les troupes coloniales ramassèrent après avoir remporté la bataille, sur le poids d'une pointe et le temps de production moyen des forgerons (l'extraction du minerai, la fonte du métal et la fabrication de l'objet à la forge).

tomie théorique entre Etats centralisés et sociétés segmentaires acéphales, tout comme le modèle alternatif de « communauté villageoise » dépeinte en termes d'autonomie villageoise, de pacifisme naturel ou d'isolement politique, échouent à rendre compte des sociétés de la région des savanes de l'Afrique occidentale précoloniale.

L'architecte de la guerre anticoloniale, Yisu Kote, était le petit-fils d'un meneur de guerre légendaire marka de la moitié du XIX^e siècle. Il avait hérité de l'autel du culte personnel de son illustre ancêtre, un événement déterminant de son approche et de l'aura qui lui fut associée. Les communautés marka du canton de Datomo étaient considérées comme invincibles et invaincues, y compris dans le cas de l'invasion coloniale de la fin du XIX^e siècle. La stratégie qu'ils adoptèrent pour combattre l'armée coloniale en 1915 et 1916 n'était pas une « tactique de guérilla ». Tout au contraire, elle consistait à choïsir des villages à défendre, à les renforcer en avance en solidifiant leurs murs et à y masser au moment de la confrontation un nombre important de combattants, venus volontairement ou fournis par des communautés alliées, avec leurs propres armes et leur ravitaillement, pour défendre cette place forte. Il s'agissait d'une stratégie de guerre bien établie qui faisait partie de leur héritage militaire : très efficace contre un ennemi supérieur, elle leur permettait d'infliger à celui-ci des pertes importantes tout en protégeant au maximum leurs propres guerriers. A l'époque précoloniale, il était quasiment impossible de prendre une telle place forte dûment préparée et défendue, sans avoir recours à un siège prolongé et à des assauts répétés dont le coût en vies humaines était exorbitant. Durant le XIX^e siècle, les guerriers des environs de Datomo avaient perfectionné cette stratégie contre les Karantao.

A la fin du siècle, les grands villages de la région de la Volta appliquèrent cette même stratégie contre les armées coloniales d'invasion. Une modification fut adoptée à cette époque pour faire face à la nouvelle donne technologique dans la conduite de la guerre. L'artillerie introduite par l'armée coloniale sur le champ de bataille entraînait un déséquilibre qui joua définitivement en sa faveur. Désormais il n'était plus possible, pour les défenseurs d'une place forte construite en murs de terre, si épais soient-ils, de tenir éternellement les remparts. Ils adaptèrent donc leur approche, tenant la place jusqu'à ce qu'elle fût battue en brèche, puis l'abandonnant pour attendre l'agresseur dans la place forte préparée suivante. En 1915, cette manœuvre permit la victoire à Yankasso, mais dès le début de la campagne du colonel Molard les stratèges anticoloniaux décidèrent qu'ils ne pouvaient défendre le village que durant une seule journée de combats, évacuant généralement les lieux la nuit. Cette démarche assurait toujours peu de pertes si le village était au préalable vidé des réserves de vivres et de ses habitants vulnérables. Ce fut le plan des batailles sur tous les fronts quand des conseillers marka étaient présents pour influencer l'allure des combats, bien que cela nécessitât le sacrifice des structures d'un grand nombre de villages « détruits » par la colonne, et par conséquent un redoublement d'efforts pour le bâtiment et le renforcement des murs. Les partisans tiraient des leçons de chaque attaque pour peaufiner la manœuvre. Ils apprirent en observant l'ennemi et sans doute aussi des anciens soldats coloniaux qui les avaient rejoints. Le protocole de guerre du XIX^e siècle voulait, par exemple, qu'à l'approche des attaquants un groupe de guerriers défenseurs sortît pour danser, narguer et hurler des insultes à l'ennemi, en signe de force et de provocation. A Yankasso, en revanche, la colonne répressive ne trouva, en arrivant au village, qu'un silence trompeur. Contre l'avis de ses conseillers africains, elle sonna la charge, prenant de front une nuée de balles et de flèches surgies de derrière les murailles. Les commandants français avaient également remarqué que les rebelles, lorsqu'ils approchaient à découvert pour rejoindre le champ de bataille, marchaient en ordre dispersé — une technique de guerre moderne que l'armée coloniale enseignait à ses propres tirailleurs.

Le mouvement anticolonial de 1915-1916 démontre entre autres que la langue et l'ethnicité n'étaient pas des obstacles à l'action politique commune. L'obsession européenne de l'ethnicité dans les colonies fut une aberration, et les stéréotypes brandis source de confusions. Les Marka de Datomo furent ainsi nommés en raison de leur langue (le marka, une langue mandingue), mais ils étaient très différents des peuples du même nom qui vivaient dans la région du Macina et à l'ouest de celle-ci. Les Marka de Datomo étaient des agriculteurs et des traditionalistes acharnés, respectueux de leurs autels et des pratiques rituelles ancestrales, alors qu'ailleurs, dans la région, le terme de « marka » était synonyme de musulman. Il faut néanmoins préciser que les frontières

étaient, en ce domaine, poreuses et fluides. Leurs noms et divers éléments de leur culture indiquent que les Marka de Dédougou entretenaient une proximité historique avec la tradition musulmane et on peut se demander s'ils n'avaient pas adopté leurs marqueurs non islamiques que tardivement. Ceci résultait peut-être du fait qu'au XIXe siècle ils avaient été en conflit avec des adversaires qui exhibaient avec ostentation leur appartenance islamique, tels les Karantao ou les Zaberma du Sud lointain. Par ailleurs, certains conseillers et stratèges marka, qui avaient été envoyés chez les Nunama et les Lyélé à l'est, ne voyaient aucun inconvénient à endosser une identité musulmane dès lors que celle-ci leur offrait davantage de prestige[7]. Les autorités coloniales, et nombre de commentateurs après elles, débattirent longuement de la nature éventuellement islamique de la rébellion, une préoccupation qui reflétait les schèmes classificatoires de l'administration coloniale. En réalité, les lignes de fracture sociales de l'époque n'étaient pas religieuses. Lorsque les forces coloniales débarquèrent dans la Boucle du Mouhoun, les principaux notables religieux musulmans choisirent de ne pas les combattre et conclurent même des ententes avec leurs représentants. Les Karantao signèrent, par exemple, en 1888 un traité de protectorat avec l'explorateur et officier français Louis-Gustave Binger qui sillonnait la région pacifiquement à cette fin. L'année qui précéda l'éclatement des troubles anticoloniaux, l'administrateur de Dédougou lança cependant une campagne de répression féroce contre ces mêmes maisons musulmanes, prétextant une conspiration orchestrée à distance par les Allemands et leurs alliés ottomans au nom du calife. Les hommes adultes des grandes maisons musulmanes de l'Ouest-Volta furent décimées et nombre de leurs aînés torturés ou jetés en prison. Contre toute attente, ces mesures répressives facilitèrent l'éclosion du mouvement anticolonial dans la mesure où les Marka du canton de Datomo, qui considéraient les Karantao comme leurs pires ennemis, profitèrent de la répression coloniale à leur encontre comme d'une opportunité providentielle pour étendre leur sphère

7. Depuis les années 1980, la plupart des Marka de Dédougou et des villages voisins sont — à l'instar des descendants de Yisu Kote et d'autres dirigeants de la guerre anticoloniale que j'ai interviewés en juin 1998 — musulmans et pratiquants bien que les autels du culte collectifs traditionnels soient toujours honorés et que des sacrifices y soient toujours pratiqués.

d'influence. L'hostilité entre les deux communautés était si grande que, quand les Marka initièrent les combats dans le cercle de Datomo, les Karantao se rallièrent à l'armée coloniale alors même qu'elle avait torturé certains d'entre eux quelques mois auparavant, ou que certains de leurs proches étaient morts lors d'interrogatoires ou dépérissaient en prison. Leur contribution à la répression ne fut pas uniquement verbale : des escouades indépendantes de jeunes Karantao assurèrent, par exemple, des missions de police et de lutte contre les guerriers marka en lieu et place des forces coloniales lorsque celles-ci étaient appelées ailleurs. Pourtant, la complexité du tissu social local était telle que lorsque les émissaires des Nunama, des Lyélé ou des Bwa, qui entretenaient des liens historiques de clientélisme ou d'amitié avec les Karantao, arrivèrent pour leur demander des charmes en vue de la guerre, ces derniers accédèrent à leur requête au nom de leurs principes de solidarité. Les Marka de Datomo, de leur côté, prirent sous leur aile des figures musulmanes du cercle de San et de Bandiagara aussi prééminentes qu'Adama Dembélé et forgèrent avec celles-ci une puissante communauté d'objectifs. Pas plus que la langue ou l'ethnicité, l'islam ne fut donc un obstacle dans le cadre du projet politique plus large.

Une autre caractéristique de la répression fut la violence sans limite de l'armée coloniale à l'encontre des communautés rebelles, écrasées sans discernement. La guerre du Volta-Bani fut, à ce titre, très différente de la Première Guerre mondiale telle qu'elle fut conduite en Europe, laquelle, malgré un bilan humain très lourd, se joua dans les tranchées entre soldats en uniforme. Prenant délibérément les civils pour cible et détruisant systématiquement les zones résidentielles, afin de briser la vitalité et la détermination des insurgés, l'armée coloniale eut recours à des pratiques qui ne réapparurent, en Europe même, qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale. En ce sens, la guerre du Volta-Bani eut des accents tragiquement modernes, dans la continuité de la violence aveugle de l'invasion coloniale de la fin du XIXe siècle et préfigurant l'ère des décolonisations du milieu du XXe siècle. Entre 1915 et 1917, la guerre du Volta-Bani entraîna la mort d'au moins 30 000 combattants dans une région où la population était estimée à 900 000 personnes. L'armée coloniale détruisit les réserves de nourriture et les cultures prêtes pour la moisson, interdisit l'établissement des champs de culture, rasa les villages et empoisonna leurs puits afin

de les condamner à jamais. Elle s'empara des troupeaux et des cheptels pour nourrir ses soldats, prit en otage ou fit prisonniers femmes et enfants. Autant de mesures dévastatrices qui alourdirent le coût humain et l'impact démographique et économique de la guerre sur les générations qui suivirent.

Les combattants anticoloniaux n'étaient ni des figures angéliques ni des victimes impuissantes. Ils s'engagèrent dans la guerre parfaitement conscients de leur décision, après avoir débattu et délibéré. Ils déployèrent des efforts considérables, acceptèrent des sacrifices extraordinaires et insufflèrent à leur projet périlleux leur expérience et leur ingéniosité.

Ils espéraient triompher et, partant, mettre un terme à la domination coloniale et regagner leur autonomie. Ils firent fausse route, furent vaincus et payèrent un prix exorbitant pour leur erreur. Mieux connaître leur histoire nous incitera peut-être à commémorer, voire à célébrer même ce qu'ils entreprirent.

Mahir ŞAUL

Traduit de l'anglais par Anne Wilhelmi